

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 568 / Avril 2019

# L'ÉCONOMIE DE LA GUADELOUPE EN 2018

## Bonne tenue de l'activité

Après une croissance soutenue du PIB de la Guadeloupe en 2017 (+3,4 % en volume), les chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM font état d'une nouvelle progression de leur activité en 2018. Le climat des affaires est ainsi favorable sur les trois premiers trimestres de l'année, avant une dégradation en fin d'année.

La consommation des ménages reste bien orientée dans un contexte de faible inflation. Elle a été soutenue par l'augmentation de la masse salariale du secteur privé et celle des crédits. Les importations de biens destinés aux ménages s'inscrivent ainsi en hausse. En parallèle, l'investissement privé se consolide : les importations de biens d'investissement et les crédits octroyés aux entreprises accélèrent en 2018. Le marché de l'emploi montre des signes d'amélioration avec un nombre de demandeurs d'emploi en baisse et une augmentation des offres d'emploi. Globalement, les importations progressent alors les exportations diminuent sur l'année, en lien avec la baisse des réexpéditions de produits pétroliers.

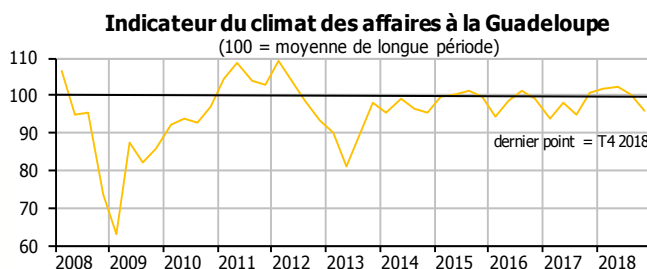
À l'échelle sectorielle, le tourisme, les autres services marchands et les commerces affichent des résultats favorables. Le secteur du bâtiment et des travaux publics confirme son redémarrage entamé fin 2017 et entraîne dans son sillage l'industrie locale (hors industries agroalimentaires). L'activité des industries agroalimentaires (IAA) est également bien orientée sur l'année malgré des performances à l'export en retrait. À l'inverse, le secteur primaire est encore convalescent après le passage de l'ouragan Maria au mois de septembre 2017.

L'activité bancaire est dynamique et accompagne la croissance de l'économie. L'octroi de crédits et la collecte de dépôts s'inscrivent en hausse. Ménages, entreprises, mais également collectivités locales y contribuent : l'encours de crédits de ces dernières progresse pour la première fois depuis deux ans.

## Des signaux économiques positifs

### Un climat des affaires globalement favorable

L'amélioration de l'indicateur du climat des affaires (ICA) entamée en fin d'année 2017 s'est confirmée sur les trois premiers trimestres de 2018 avant un recul en fin d'année. En moyenne, sur l'année 2018, l'ICA (100,1 points) se situe au niveau de sa moyenne de longue période, soit un niveau plus élevé qu'en 2017 (96,8 points). Toutefois, l'ICA se dégrade en fin d'année et repasse en dessous de sa moyenne de long terme. Les événements sociaux à l'échelle nationale et dans le secteur du commerce local, ainsi qu'une baisse d'activité dans ce secteur pèsent sur l'indicateur.



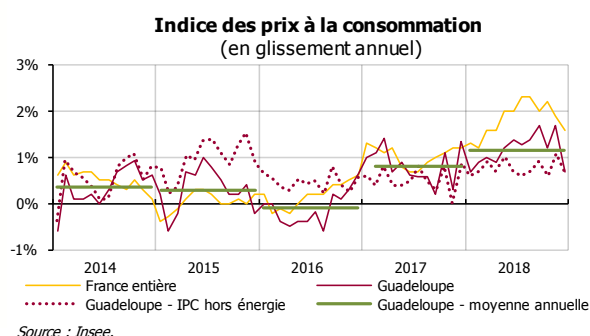
Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

## Légère hausse de l'inflation

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente en moyenne de 1,2 % sur l'année, après une année 2017 en légère hausse. L'ensemble des postes participe à cette progression, notamment celui de l'énergie (+6,5 %) sous l'effet de l'augmentation des prix des produits pétroliers (+8,0 %).

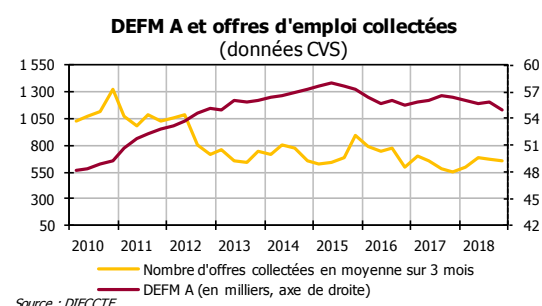
Hors énergie, les prix augmentent de 0,8 %. Les prix de l'alimentation sont en hausse (+2,4 %), en particulier les produits frais (+6,6 %). La hausse des prix des services (+0,4 %) demeure contenue par la baisse des prix des services de communication (-2,9 %).

Au niveau national, l'IPC augmente en moyenne de 1,8 % en 2018.



## Le marché de l'emploi montre quelques signes d'amélioration

À fin décembre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 54 940 (CVS). Il s'inscrit en baisse sur un an (-2,7 %), après une hausse en 2017 (+1,6 % sur un an). Cette baisse est plus marquée chez les hommes : -3,6 % sur un an contre -2,0 % chez les femmes. La demande d'emploi des moins de 50 ans fléchit, en particulier celle des moins de 25 ans (-12,5 %). Seul le nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans augmente (+3,7 %). En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C) progresse sur l'année (respectivement de 9,5 % et 5,8 %).

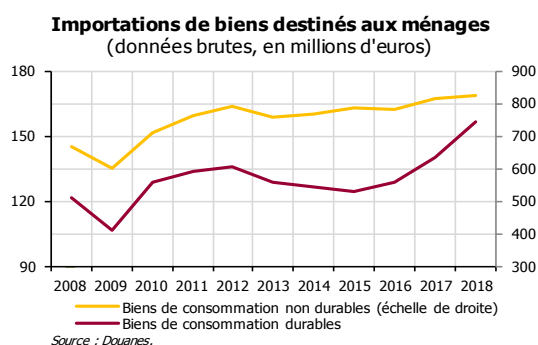


Au niveau national, les évolutions sont similaires, mais le rythme est plus modéré. Le nombre de DEFM A diminue de 1,5 % sur un an (-2,1 % chez les hommes et -0,7 % chez les femmes).

Par ailleurs, après une diminution de 14,1 % en 2017, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi en Guadeloupe progresse de 4,8 % en 2018.

## La consommation des ménages poursuit sa progression

En 2018, malgré une nouvelle diminution de la population (-1,1 % sur un an), la consommation des ménages poursuit sa progression, soutenue par une masse salariale du secteur privé en hausse de 4,5 % sur un an. Les importations de biens de consommation durables et non durables augmentent (respectivement +12,0 % et +1,4 % sur un an). Le solde d'opinion relatif à l'activité des commerces de l'archipel est également en hausse en moyenne sur l'année, mais se dégrade au quatrième trimestre.

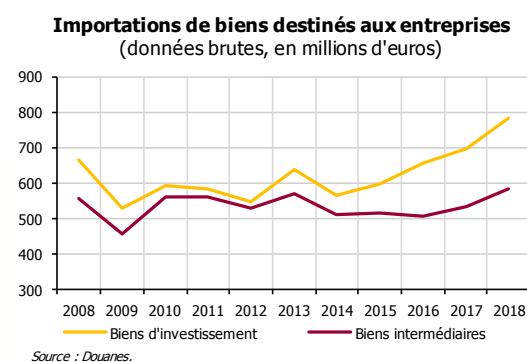


L'encours des crédits à la consommation accélère (+8,9 % à fin décembre 2019, après +6,6 % un an plus tôt). Les immatriculations de véhicules neufs augmentent également de 7,2 % sur un an (+13,7 % en 2017).

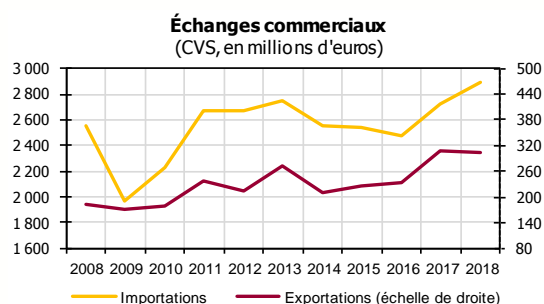
## L'investissement se renforce

En 2018, la progression de l'investissement se confirme. Les importations de biens d'investissement bondissent de 12,0 %, tirées par l'import de biens d'équipement et de matériel de transport (respectivement +13,7 % et +10,2 % sur un an). Les importations de biens intermédiaires accélèrent également leur progression (+9,3 %). Après deux années en baisse, les ventes de ciment en Guadeloupe augmentent (+5,2 %) bien qu'elles demeurent largement en dessous de leur moyenne décennale.

L'augmentation des crédits à l'investissement (+8,2 %) corrobore ce renforcement de l'investissement.



## Hausse des importations et tassement des exportations



Source : Douanes, CVS IEDOM.

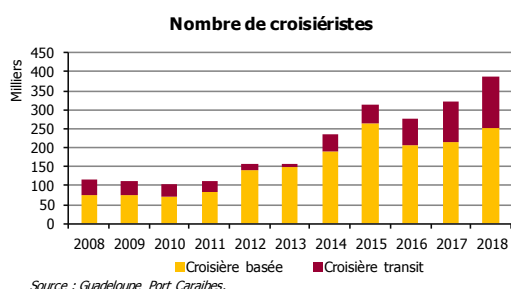
En 2018, les importations progressent de 6,2 % en valeur. Les importations de produits pétroliers raffinés enregistrent une progression plus modérée qu'en 2017 (+2,4 % après +41,0 %) et ne contribuent que faiblement à l'augmentation globale. Hors produits pétroliers, les importations progressent de 6,9 %, portées par la demande des entreprises en biens d'investissement.

En parallèle, les exportations reculent sur l'année (-2,0 %), les réexpéditions de produits pétroliers<sup>1</sup> étant en nette diminution. Cependant, les exportations hors produits pétroliers progressent (+6,4 % sur un an), sous l'effet de la hausse des réexpéditions de matériel de transport.

## Des évolutions favorables dans les secteurs-clés

### L'activité touristique poursuit son essor

L'activité touristique demeure l'un des moteurs de l'économie de la Guadeloupe en 2018. L'aéroport enregistre un nouveau record de passagers (2 359 779 hors transit), soit une hausse de 4,6 % (+4,5 % en 2017). La fréquentation hôtelière croît également : +3,5 % de nuitées en 2018. Pour rappel, la fréquentation hôtelière avait bondi en 2017 (+23,6 %), profitant surtout aux hôtels non classés. Les professionnels de la filière touristique interrogés par l'IEDOM sont globalement satisfaits de leur activité sur l'année 2018. Ils sont toutefois pessimistes quant au début d'année 2019.



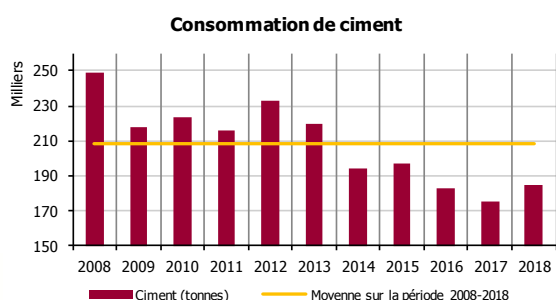
Source : Guadeloupe Port Caraïbes.

Le nombre de croisiéristes augmente quant à lui de 20,6 % en 2018. La croisière de transit connaît un véritable essor sur les cinq dernières années : le nombre de passagers, qui représente un peu plus d'un tiers de l'activité, augmente de 24,9 % en 2018. Le nombre de passagers des croisières basées (deux tiers de l'activité de la filière) progresse pour sa part de 18,4 %. Pour rappel, début 2018, l'activité croisière en Guadeloupe a continué de bénéficier du repositionnement des escales de paquebots initialement prévues dans des îles fortement impactées par les ouragans Irma et Maria.

### Un bilan positif dans le secteur des autres services marchands

L'enquête de conjoncture de l'IEDOM fait ressortir une activité favorablement orientée dans le secteur des autres services marchands en 2018, en dépit d'un léger repli en fin d'année. L'allongement des délais de paiement continue de peser sur la trésorerie des entreprises du secteur. Celles-ci anticipent par ailleurs un ralentissement de leurs efforts d'investissement en 2019.

### Reprise dans les secteurs du BTP et de l'industrie (hors IAA)



Source : Ciments antillais, hors Îles du Nord.

Le secteur du **BTP** montre des signes d'amélioration en 2018. Les professionnels du secteur font état d'une activité bien orientée. Les ventes de ciment augmentent (+5,2 % sur un an), qu'il s'agisse des ventes en vrac utilisées sur les grands chantiers (+4,6 % après -3,1 % en 2017) ou des ventes en sac (+6,0 % après -5,2 % en 2017). De même, la Caisse des congés du BTP enregistre un rebond des effectifs salariés (+31,1 % sur un an, soit 6 917 salariés après 5 278 à fin 2017).

Plusieurs chantiers de taille importante ont démarré en 2018, notamment l'agrandissement de l'aéroport Pôle Caraïbes, la construction du centre hospitalier universitaire ou encore la création d'un nouvel hôtel dans le prolongement du Mémorial Acte.

<sup>1</sup> Réexpédition du pétrole raffiné en provenance de Martinique principalement vers la Guyane.

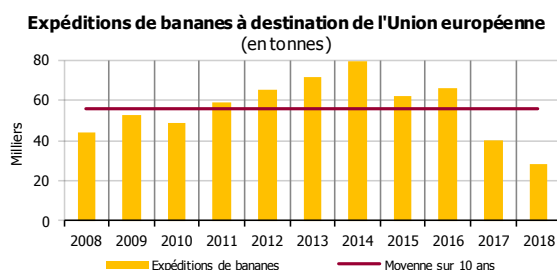
Sur le marché immobilier, la croissance du nombre de permis de construire s'essouffle après deux années de progression à deux chiffres (-2,2 % après +12,8 % en 2017). Le nombre d'attestations délivrées par le Consuel pour des logements suit la même tendance et s'inscrit en baisse de 14,2 % (après +2,3 % en 2017). L'encours des crédits à l'habitat demeure toutefois en hausse (+4,6 % après +4,7 % à fin 2017).

Profitant de la reprise du secteur du BTP, les **industries** locales (hors IAA) affichent de bons résultats en 2018. Les professionnels du secteur anticipent toutefois une stabilisation de leur activité pour le premier trimestre 2019.

## Mauvaises performances à l'export pour les IAA

L'activité des entreprises du secteur des IAA est en progression en 2018, et ce, malgré un repli de sa performance à l'export (-13,1 % en 2018 après +27,2 % en 2017). Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité du secteur devrait se stabiliser début 2019.

## Un secteur primaire encore marqué par Maria

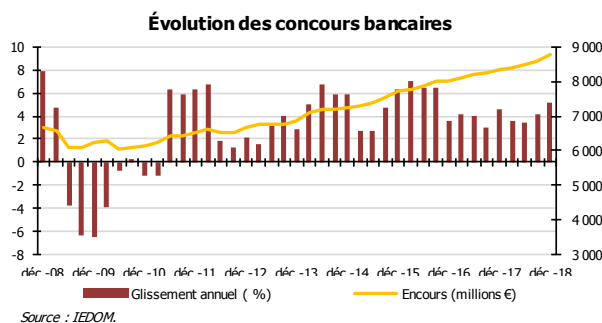


En 2018, les résultats du secteur primaire se dégradent. La banane, principal produit d'exportation du secteur (88,7 % en 2018) peine à se remettre des suites de l'activité cyclonique du mois de septembre 2017. Les exportations de bananes diminuent à nouveau (-29,3 % sur un an, après -39,1 % en 2017). Elles atteignent 28 516 tonnes, après 40 308 tonnes en 2017 et 66 208 tonnes en 2016. A contrario, les exportations de melons, deuxième produit agricole le plus exporté (6,8 % des exportations en 2018 contre 4,6 % en 2017), accélèrent en 2018 (+14,2 % sur un an).

Les abattages bovins et porcins s'inscrivent en baisse sur l'année (respectivement -7,2 % et -1,6 %).

## Une activité bancaire dynamique

### Une croissance des crédits tirée par l'investissement et l'habitat



En 2018, la croissance du financement bancaire se poursuit, l'encours s'enrichit de 5,2 % (+4,6 % en 2017) et s'établit à 8,8 milliards d'euros. Les crédits consentis aux **ménages** sont dynamiques : +6,1 % en 2018 après +6,5 % en 2017. L'encours atteint 3,9 milliards d'euros en fin d'année. Bien qu'en ralentissement, l'encours des crédits à l'habitat augmente de 4,8 % en 2018 (+6,5 % un an plus tôt). En parallèle, les crédits à la consommation accélèrent à +8,9 % (+6,6 % en 2017). L'évolution est similaire du côté des **entreprises**, l'encours s'élève à 3,5 milliards d'euros, en hausse de 5,3 % après

+6,5 % en 2017. Cette progression s'explique principalement par la hausse des crédits d'investissement (+8,2 % après +11,6 % en 2017). L'augmentation des crédits immobiliers y contribue également (+4,6 % après +1,7 % en 2017). Après un coup d'arrêt de près de deux ans, les crédits octroyés aux **collectivités locales** progressent à 1,1 milliard d'euros (+5,1 % en 2018, après -4,2 %), portés par la hausse des crédits d'investissement (+3,9 % après -4,5 % en 2017).

Depuis 2011, la sinistralité de la place bancaire locale n'a cessé de s'améliorer, en 2018 l'encours de créances douteuses diminue de 10,0 % et atteint 390,7 millions d'euros. Le taux de créance douteuse s'inscrit également en baisse à 4,3 % (-0,7 point sur un an).

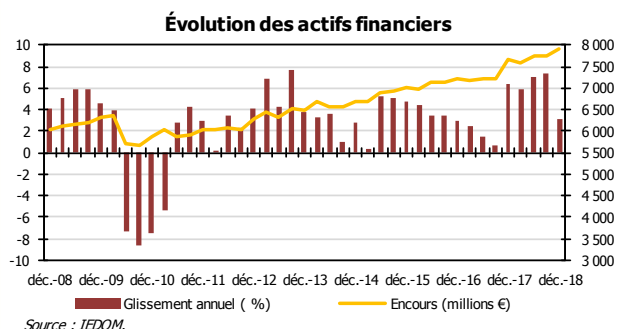
## Des actifs financiers en hausse

En 2018, les actifs financiers détenus par les agents économiques en Guadeloupe atteignent 7,9 milliards d'euros, dont 70,4 % détenus par les ménages. En nette hausse en 2017, en lien avec les versements d'indemnités d'assurance attribuées suite aux dégâts causés par les ouragans de septembre, la collecte nette d'épargne ralentit en 2018 (+3,1 % sur un an, après + 6,3 % en 2017).

À 5,6 milliards d'euros, la croissance de l'épargne des **ménages** ralentit (+1,8 % en 2018) après une hausse de 6,4 % en 2017. Celle des **entreprises** augmente de 5,4 % en 2018, après +12,9 % un an plus tôt et l'encours s'établit à 1,9 milliard d'euros. Les actifs financiers des **autres agents** progressent à 403,4 millions d'euros (+10,9 % après -19,0 % en 2017).

En lien avec la faible rémunération des produits d'épargne, la préférence des agents économiques pour les produits liquides demeure : les dépôts à vue augmentent de 6,9 % sur an (à 3,5 milliards d'euros en 2018). Après deux années en baisse, les placements liquides et à court terme repartent à la hausse (+1,2 % en 2018, après -4,5 % un an plus tôt), notamment grâce aux placements des particuliers (+2,3 %) ; ceux des entreprises restent en baisse (-3,8 %). La collecte sur les comptes d'épargne à régime spécial accélère, en particulier sur les livrets ordinaires, les livrets A et les livrets de développement durable (respectivement +5,4 %, +2,0 % et +3,6 %).

À l'inverse, l'épargne longue s'inscrit en légère baisse -0,9 % (+3,2 % en 2017), impactée par la baisse sensible des portefeuilles-titres et des valeurs mobilières détenus par les agents économiques.



## Des perspectives mitigées pour l'année 2019

Les résultats économiques guadeloupéens pour l'année 2018 sont bien orientés. S'appuyant sur une consommation dynamique, un renforcement de l'investissement, et des financements bancaires en croissance, les différents secteurs économiques affichent globalement de bons résultats. Les perspectives pour le début d'année 2019 sont toutefois hétérogènes. La situation du secteur primaire devrait se normaliser, les exportations de bananes retrouvant peu à peu leurs niveaux antérieurs à Maria. Selon les professionnels interrogés par l'IEDOM dans les secteurs des IAA, des autres industries et du BTP, l'activité devrait se stabiliser. Les nombreux chantiers en cours devraient néanmoins être des relais de croissance importants pour les deux derniers. En parallèle, les professionnels du secteur du commerce et des services marchands (hors tourisme) anticipent un regain de dynamisme dans leurs domaines, après une fin d'année 2018 moins favorable. Le secteur touristique pourrait quant à lui connaître un ralentissement en 2019 : l'arrêt des rotations de la compagnie aérienne Norwegian Airlines à fin mars 2019 ainsi que le retour des compagnies de croisière sur les îles touchées en 2017 par Irma et Maria sont de nature à pénaliser l'industrie touristique locale.

L'ensemble de ces secteurs devra une nouvelle fois faire face à des situations de trésorerie tendues dans la mesure où les délais de paiement, en particulier ceux des collectivités locales dont certaines connaissent des situations financières fragiles, restent un point d'attention majeur sur l'archipel. Par ailleurs, sans assainissement de leurs comptes, les perspectives d'investissement des collectivités locales sont également réduites.

Sur le plan monétaire, deux phénomènes principaux devraient être à l'œuvre et influencer les conditions monétaires :

- Globalement, au sein de l'Union européenne (UE), les conditions devraient rester accommodantes, malgré la fin des achats nets d'obligations par la Banque centrale européenne (BCE) fin 2018. L'effet « quantitative easing » devrait s'effacer très progressivement, car la BCE va conserver à son niveau actuel son stock de dettes en réinvestissant les montants obtenus lors de remboursements d'obligations de son portefeuille.
- Au plan national, sur proposition du Gouverneur de la Banque de France, le Haut Conseil de stabilité financière a adopté la proposition de relever le taux du coussin contracyclique de 0,25 point pour le porter à 0,5 %. Cette décision a vocation à maintenir le cycle financier en phase avec le cycle économique réel et pourrait limiter les marges de manœuvre des établissements de crédit français en matière d'octroi de crédits.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET – Rédaction : R.-M. JEAN  
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2019 – Dépôt légal : avril 2019 – ISSN en cours